

1981, chapitre 25

**LOI MODIFIANT LA LOI SUR L'AIDE SOCIALE
ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES**

Projet de loi n° 30

présenté par M. Pierre Marois

Première lecture le 30 novembre 1981

Deuxième lecture le 16 décembre 1981

Troisième lecture le 19 décembre 1981

Sanctionnée le 19 décembre 1981

Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1982

Lois modifiées:

Loi sur l'aide sociale (L.R.Q., chapitre A-16)

Loi sur les allocations familiales (L.R.Q., chapitre A-17)

Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., chapitre A-25)



CHAPITRE 25

Loi modifiant la Loi sur l'aide sociale
et d'autres dispositions législatives

[Sanctionnée le 19 décembre 1981]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

L.R.Q.,
c. A-16,
a. 13.0.1,
aj.

1. La Loi sur l'aide sociale (L.R.Q., chapitre A-16) est modifiée par l'insertion, après l'article 13, du suivant:

Rembour-
sement de
l'aide so-
ciale.

«**13.0.1** Une personne qui bénéficie de l'aide sociale alors qu'elle a été déclarée inadmissible à des allocations ou prestations payables en vertu d'une loi en vigueur au Québec ou ailleurs, pour un motif qui, en vertu de la présente loi, permettrait l'application du paragraphe *a* de l'article 12, ou dont les allocations ou prestations ainsi payables ont été retenues pour le remboursement d'un trop-perçu ou à titre de pénalité, doit rembourser cette aide jusqu'à concurrence du montant des allocations ou prestations dont elle a été privée.».

L.R.Q.,
c. A-16,
a. 25, mod.

2. L'article 25 de cette loi, modifié par l'article 42 du chapitre 12 des lois de 1981, est de nouveau modifié par l'insertion, après le paragraphe *c*, du suivant:

«*d*) l'aide a été accordée alors que des prestations ou des allocations visées à l'article 13.0.1 lui étaient retenues.».

L.R.Q.,
c. A-16,
a. 31, mod.

3. L'article 31 de cette loi, modifié par l'article 43 du chapitre 12 des lois de 1981, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *f* par le suivant:

«*f*) les besoins spéciaux qui peuvent être comblés au moyen de l'aide sociale, la mesure dans laquelle ils peuvent l'être, les méthodes suivant lesquelles ils doivent être prouvés et évalués ainsi que les conditions d'admissibilité à l'aide sociale à ce titre;»;

L.R.Q.,
c. A-16,
a. 36.1, aj.

4. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 36, du suivant:

Enquête.

«**36.1** Le gouvernement peut autoriser généralement ou spécialement un fonctionnaire du ministère du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu à enquêter sur toute question relative à l'application de la présente loi ou d'un règlement.

Pouvoirs
de commis-
saire.

Cette personne est investie, aux fins de son enquête, des pouvoirs et de l'immunité accordés aux commissaires nommés en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (L.R.Q., chapitre C-37), sauf du pouvoir d'imposer l'emprisonnement.».

L.R.Q.,
c. A-16,
a. 37.1, aj.

5. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 37, du suivant:

Confiden-
tialité des
rensei-
gnements.

«**37.1** Sont confidentiels, tous les renseignements relatifs à un requérant, à un bénéficiaire ou à un membre de leur famille et qui ont été obtenus pour l'application de la présente loi ou d'un règlement.

Exception.

Toutefois, le ministre peut, avec l'autorisation du gouvernement et selon les conditions que ce dernier détermine, fournir, sur demande écrite, à un ministère ou à un organisme qui relève du gouvernement du Québec ou d'un autre gouvernement, des renseignements relatifs aux nom, prénom, adresse, date de naissance et numéro d'assurance sociale d'un requérant, d'un bénéficiaire ou d'un membre de leur famille ainsi que le montant et la nature des prestations qui leur sont accordées.».

L.R.Q.,
c. A-17,
a. 3, ab.

6. L'article 3 de la Loi sur les allocations familiales (L.R.Q., chapitre A-17) est abrogé.

L.R.Q.,
c. A-17,
a. 4, remp.

7. L'article 4 de cette loi, modifié par l'article 1 du chapitre 60 des lois de 1979, est remplacé par le suivant:

Allocation
déterminée
par régle-
mentation.

«**4.** Le gouvernement fixe par règlement le montant de l'allocation versée pour chaque mois par le Québec. Ce montant peut varier pour chaque enfant selon le nombre d'enfants, leur rang dans la famille ou leur âge.

Augmen-
tation de
l'allocation
pour en-
fant handi-
capé.

L'allocation visée au premier alinéa est augmentée d'un montant fixé par règlement lorsqu'il s'agit d'un enfant handicapé. Ce montant est payable à l'égard de cet enfant à la personne qui reçoit pour le même mois l'allocation visée dans le premier alinéa et qui le garde à domicile ou qui pourvoit de façon complète à son entretien.».

L.R.Q.,
c. A-17,
a. 5, ab.

8. L'article 5 de cette loi est abrogé.

L.R.Q.,
c. A-17,
a. 9, remp.

9. L'article 9 de cette loi est remplacé par le suivant:

Droit à
l'allocation.

«**9.** L'allocation visée au premier alinéa de l'article 4 devient payable ou cesse de l'être à compter du mois suivant la date à laquelle se produit le fait qui donne naissance au droit de la recevoir ou qui y met fin.

Pres-
cription.

Toutefois, elle n'est pas payable à l'égard d'un mois qui précède de plus de onze mois la date de la demande.

Droit à
l'allocation.

Le montant visé au deuxième alinéa de l'article 4 devient payable à compter du mois de la demande et cesse de l'être à compter du mois suivant la date à laquelle se produit le fait qui met fin au droit de le recevoir.».

L.R.Q.,
c. A-17,
a. 25, mod.

10. L'article 25 de cette loi, modifié par l'article 2 du chapitre 60 des lois de 1979, est de nouveau modifié par l'insertion, après le paragraphe *b*, du suivant:

«*b.1)* fixer les montants ou une méthode de fixation des montants visés à l'article 4, ceux-ci pouvant varier pour chaque enfant selon le nombre d'enfants, leur rang dans la famille ou leur âge.».

L.R.Q.,
c. A-17,
a. 26, mod.

11. L'article 26 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Allocation
fédérale.

«**26.** L'allocation mensuelle prévue à la Loi de 1973 sur les allocations familiales (Statuts du Canada, 1973-74, chapitre 44) est payable de la façon qui y est prévue et selon les taux suivants:

a) dans le cas d'enfants de moins de douze ans, 16,15 \$ pour le premier, 25,65 \$ pour le deuxième et 62,43 \$ pour chaque autre enfant;

b) dans le cas d'enfants de douze à dix-sept ans, 22,88 \$ pour le premier, 32,38 \$ pour le deuxième et 69,16 \$ pour chaque autre enfant.».

L.R.Q.,
c. A-25,
a. 70, mod.

12. L'article 70 de la Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., chapitre A-25), est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Exception.

«La Régie doit aussi, avec l'autorisation du gouvernement et aux conditions qu'il détermine, mettre à la disposition du ministère du Travail, de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu les noms, prénoms, adresse, date de naissance et numéro d'assurance sociale des réclamants ainsi que le montant et la nature des indemnités qui leur sont versées, chaque fois que la chose est nécessaire pour l'application de la Loi sur l'aide sociale (L.R.Q., chapitre A-16).».

Entrée en
vigueur.

13. La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1982.